



Informations financières consolidées au 31 mars 2015

Conseil d'administration du 27 avril 2015

Solocal Group

Société anonyme à Conseil d'administration au capital de 232 345 434 euros
Siège social : 7 avenue de la Cristallerie - 92317 Sèvres Cedex
R.C.S. Nanterre 552 028 425

SOMMAIRE

1.	Rapport d'activité au 31 mars 2015.....	2
1.1.	Présentation générale	2
1.2.	Commentaires sur les résultats au 31 mars 2015.....	4
1.2.1.	Analyse de l'EBITDA récurrent	5
1.2.2.	Analyse de l'EBITDA et du résultat d'exploitation consolidé	6
1.2.2.1.	Coût des restructurations et d'intégration.....	6
1.2.2.2.	Dépréciations et amortissements	6
1.2.2.3.	Résultat d'exploitation.....	6
1.2.3.	Analyse du résultat de la période	7
1.2.3.1.	Résultat financier.....	7
1.2.3.2.	Impôt sur les sociétés	8
1.2.3.3.	Résultat de la période	8
1.3.	Liquidités, ressources en capital et dépenses d'investissement consolidées	8
1.4.	Risques et incertitudes relatifs aux trois derniers trimestres 2015	11
2.	Comptes consolidés condensés.....	12
2.1 -	Etat du résultat consolidé	12
2.2 -	Etat du résultat global.....	13
2.3 -	Etat de situation financière	14
2.4 -	Etat de variation des capitaux propres.....	15
2.5 -	Etat des flux de trésorerie	16
2.6 -	Notes aux comptes consolidés condensés	17
Note 1 -	Description de l'activité.....	17
Note 2 -	Contexte de la publication et base de préparation des comptes consolidés condensés.....	17
Note 3 -	Présentation des états financiers.....	18
Note 4 -	Information sectorielle.....	19
Note 5 -	Résultat financier.....	21
Note 6 -	Impôt sur les sociétés	22
6.1 -	Preuve d'impôt groupe	22
6.2 -	Impôt au bilan	23
Note 7 -	Instruments financiers dérivés.....	24
Note 8 -	Trésorerie et équivalents de trésorerie, endettement financier net	25
Note 9 -	Capitaux propres	28
Note 10 -	Evolution du périmètre de consolidation.....	28
Note 11 -	Information sur les parties liées	28
Note 12 -	Engagements hors bilan	28
Note 13 -	Litiges – évolutions significatives du trimestre	29
Note 14 -	Evènements postérieurs à l'arrêté du 31 mars 2015.....	29

1. RAPPORT D'ACTIVITE AU 31 MARS 2015

1.1. Présentation générale

Au travers de ses filiales, Solocal Group exerce 3 métiers complémentaires : éditeur de contenus et services, média, et régie publicitaire. Son offre est constituée d'une gamme diversifiée de produits et de services associée à ces activités, à destination du grand public et des professionnels.

Le Groupe crée et met à disposition des services qui donnent accès à une mine d'informations utiles et fiables. Adaptés en permanence aux modes de consommation, ils accompagnent les citoyens partout et tous les jours pour leur faciliter la vie : localiser et contacter un professionnel, obtenir un itinéraire, visiter les boutiques des commerçants, repérer les bons plans...

Toujours au plus près des usages, Solocal Group développe ses services sur tous les supports mobiles (notamment via des applications pour iPhone, iPad et Android), répondant ainsi au besoin grandissant de disponibilité et de proximité des informations.

Le modèle économique du Groupe repose sur celui des media : proposer des contenus de qualité générant de l'audience, monétiser cette audience, globale ou par segments, auprès des professionnels. Les marques du Groupe bénéficient d'une très forte notoriété et de la confiance des utilisateurs. La crédibilité des services, construite année après année, est le socle de la puissance des audiences. Le Groupe s'est réorganisé depuis le début de l'année 2014 autour de 6 business units, 5 verticales « marchés » Solocal Commerce, Solocal B2B, Solocal Habitat, Solocal Services, Solocal Santé et Public, et Solocal Network dédiée aux marques et réseaux, grands comptes et clients internationaux. Cette organisation va permettre d'améliorer l'expérience clients, et de répondre au mieux à leurs attentes, notamment avec le développement et la commercialisation de services et produits adaptés aux besoins des différents marchés.

Les activités du Groupe se décomposent en deux segments : le segment « Internet », et le segment « Imprimés & Vocal ».

- Internet :

La croissance Internet du Groupe repose sur 2 grands types de produit : « search et display » d'une part, et « marketing digital » d'autre part.

Les produits « search et display » constituent le socle historique des activités internet de Solocal Group et représentent la plus grosse partie du chiffre d'affaires internet. Le Groupe se diversifie de plus en plus dans les activités dites de « marketing digital », principalement en proposant de nouvelles offres de service à sa base de clients « search et display » existante.

Search et display : il s'agit des activités exercées au travers d'Internet, dont les produits principaux sont la création et la commercialisation de contenus et d'espaces publicitaires, le référencement, la publicité ciblée et la mise à disposition d'espaces publicitaires aux annonceurs locaux et nationaux (activité souvent appelée « display »), ainsi que toute une gamme de services et produits permettant la mise à disposition et la diffusion d'information à contenu local. L'activité Internet du Groupe est principalement réalisée en France, mais aussi en Espagne (QDQ Media). Dans ce segment sont regroupées les activités de « pagesjaunes.fr » et « pagespro.com », la création et commercialisation de contenus et espaces publicitaires de type « search » et « display », notamment au travers de la régie publicitaire Internet Horyzon Média, ainsi que les petites annonces en ligne « annoncesjaunes.fr » et « avendrealouer.fr ».

Marketing digital : Les solutions de Marketing digital de Solocal Group permettent à tout professionnel, de la TPE à la grande enseigne à réseau, d'étendre leur présence sur Internet au-delà de pagesjaunes.fr, et de bénéficier de services de mise en relation transactionnels.

Parmi les solutions de présence digitale, Solocal Group propose la création et l'hébergement de sites Web et leur référencement sur pagesjaunes.fr, les partenaires affiliés et les moteurs de recherche (SEO – référencement naturel, ou SEM – référencement payant). Les sites développés par Solocal Group pour le compte de ses clients sont compatibles avec un usage mobile. De surcroît, des solutions de reciblage des internautes permettent d'étendre la visibilité des sites des clients du Groupe sur des portails premium partenaires.

Solocal Group propose également des services de mise en relation transactionnels, en adéquation avec le secteur d'activité des professionnels : demande de devis en ligne et la mise en relation des acteurs de l'industrie du BTP avec Sotravo, demande de devis sur le site de contenu thématique ComprendreChoisir.com édité par Fine Media, prise de rendez-vous en ligne s'appuyant sur la technologie développée par ClicRDV, commande en ligne la livraison de plats cuisinés sur Chronorestro.fr auprès des restaurants de proximité référencés, solutions de Web-to-Store au travers de l'actif cartographique Mappy et de la technologie de « store locator » de Leadformance.

En outre, Solocal Group met à disposition de ses clients la possibilité de créer et mettre en visibilité des offres promotionnelles de type « couponing » (123deal et Smartprivé), la promotion et mise en avant de Bons Plans sur pagesjaunes.fr, et la création et gestion de campagnes de Marketing Direct (SMS, emailing ciblé).

- Imprimés & Vocal :

Il s'agit de l'activité relative à l'édition, la distribution et la vente d'espaces publicitaires dans les annuaires imprimés (PagesJaunes, *l'Annuaire*).

Par ailleurs, il s'agit aussi des activités suivantes : services de renseignements par téléphone et par SMS (118 008), et l'annuaire inversé QuiDonc. Ce segment inclut également certaines activités de PJMS : télémarketing, datamining (traitement de bases de données), génération de fichiers, traitements de prospects et activités de marketing direct traditionnel (saisie et affranchissements).

1.2. Commentaires sur les résultats au 31 mars 2015

Solocal Group	Périodes closes le 31 mars		
	2015	2014	Variation 2015/2014
En millions d'euros			
Chiffre d'affaires	209,2	215,7	-3,0%
Charges externes nettes	(50,5)	(48,0)	-5,2%
Frais de personnel	(104,5)	(85,8)	-21,8%
Coût des restructurations et d'intégration	(0,5)	(9,3)	94,6%
EBITDA	53,7	72,5	-25,9%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>25,7%</i>	<i>33,6%</i>	
Dépréciations et amortissements	(11,9)	(10,3)	-15,5%
Résultat d'exploitation	41,8	62,2	-32,8%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>20,0%</i>	<i>28,8%</i>	
Produits financiers	0,5	0,5	0,0%
Charges financières	(22,5)	(28,3)	20,5%
Résultat financier	(22,1)	(27,8)	20,5%
Quote-part de résultat des entreprises	0,1	0,0	na
Résultat avant impôt	19,9	34,4	-42,2%
Impôt sur les sociétés	(7,5)	(14,9)	49,7%
Résultat de la période	12,4	19,5	-36,4%
dont attribuable aux :			
- actionnaires de Solocal Group	12,4	19,5	-36,4%
- intérêts minoritaires	(0,0)	(0,0)	

Le nombre de visites de l'ensemble des sites Internet du Groupe est de 555 millions au premier trimestre, en hausse de 14% par rapport au premier trimestre 2014, à périmètre comparable avec un nombre de visites sur Internet mobile en hausse de 26%. Le mobile représente 34% de l'audience Internet du Groupe.

Au premier trimestre 2015, le chiffre d'affaires Internet consolidé de Solocal Group s'élève à 160,3 millions d'euros, en hausse de 4,1% par rapport au premier trimestre 2014. Le chiffre d'affaires Search et Display est en progression de 5,5%, tandis que le chiffre d'affaires Marketing Digital est en léger recul de 1,2%. Le chiffre d'affaires total du Groupe est de 209,2 millions d'euros, en baisse de 3,0%, en raison de la décroissance accélérée du chiffre d'affaires provenant des activités Imprimés & Vocal à 20,6%.

L'EBITDA du Groupe s'élève à 53,7 millions d'euros au premier trimestre 2015, en baisse de 25,9% par rapport au premier trimestre 2014. L'EBITDA se détériore principalement sous l'effet de la baisse des chiffres d'affaires Imprimés & Vocal pour 12,7 millions d'euros, et de l'investissement commercial. Le groupe affichait également une charge de 9,3 millions d'euros au premier trimestre 2014, liée au provisionnement des coûts de restructuration de l'organisation commerciale ; cette charge n'a pas son équivalent au premier trimestre 2015. La réduction des coûts de fabrication des annuaires imprimés est mineure comparée aux évolutions affichées en 2014, et ne permet pas de compenser l'impact de la hausse des charges résultant des investissements commerciaux. Le taux d'EBITDA s'est élevé à 25,7% à fin mars 2015 contre 33,6% à fin mars 2014.

Le résultat d'exploitation du Groupe est en baisse de 32,8% par rapport au premier trimestre 2014 à 41,8 millions d'euros. Cette baisse de 20,3 millions d'euros résulte pour 18,8 millions d'euros de la baisse de l'EBITDA et pour 1,6 million d'euros de l'augmentation des dépréciations et amortissements.

Le résultat financier du Groupe représente une charge nette de 22,1 millions d'euros qui a baissé de 20,5% entre le premier trimestre 2014 et le premier trimestre 2015, principalement sous l'effet de la baisse des charges d'intérêts liée au remboursement en 2014 d'une partie de la dette bancaire pour un montant de 400 millions d'euros.

Le taux d'impôt effectif ressort à 37,8% au premier trimestre 2015, en baisse de 5,5 points par rapport au premier trimestre 2014 qui s'explique essentiellement par la déduction de la charge de rémunération en actions relative aux plans d'actions gratuites.

Le résultat de la période s'élève à 12,4 millions d'euros, en baisse de 36,4% par rapport au premier trimestre 2014.

1.2.1. Analyse de l'EBITDA récurrent

Les développements qui suivent présentent le chiffre d'affaires et l'EBITDA récurrent (EBITDA avant coûts de restructuration et d'intégration), pour chacun des deux segments du Groupe : Internet et Imprimés & Vocal.

Solocal Group	Périodes closes le 31 mars		
	2015	2014	Variation 2015/2014
En millions d'euros			
Internet	160,3	154,0	4,1%
Imprimés & Vocal	49,0	61,7	-20,6%
Chiffre d'affaires	209,2	215,7	-3,0%
<i>Chiffre d'affaires Internet en % du chiffre d'affaires total</i>	<i>76,6%</i>	<i>71,4%</i>	
Internet	41,8	56,8	-26,4%
Imprimés & Vocal	12,4	25,0	-50,4%
EBITDA récurrent	54,2	81,8	-33,7%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>25,9%</i>	<i>37,9%</i>	

Le Groupe affiche un chiffre d'affaires consolidé de 209,2 millions d'euros au premier trimestre 2015 en recul de -3,0% par rapport au premier trimestre 2014 :

- L'activité Internet enregistre une croissance de +4,1% portée par l'activité Search & Display à +5,5%. La progression de cette activité repose sur une croissance de l'ARPA de +10% liée à la bonne monétisation des audiences Internet en croissance de +14%. La forte croissance de l'ARPA compense largement la diminution du nombre de clients (-4%) impactée notamment par la priorité mise sur le développement commercial des clients à forte valeur début 2015.
- Le taux de pénétration du Marketing Digital progresse de 21% à 22%.
- La décroissance des activités Imprimés & Vocal s'établit à -20,6% sur la période, en accélération par rapport à l'année dernière (-19% au 4^{ème} trimestre 2014 et -17% sur l'année 2014).

L'EBITDA récurrent de 54,2 millions d'euros au premier trimestre 2015 diminue de 33,7% par rapport au premier trimestre 2014. Le taux de marge EBITDA sur chiffre d'affaires est de 25,9% au premier trimestre 2015 par rapport à 37,9% au premier trimestre 2014. Cette dégradation de 12 points du taux de marge s'explique principalement par :

- la hausse du coût commercial pour 7 points, liée au renforcement de l'organisation commerciale et marketing autour des 5 verticales ;
- la baisse du taux de marge de l'activité Imprimés & Vocal pour 5 points, due à la décroissance accélérée de l'activité.

1.2.2. Analyse de l'EBITDA et du résultat d'exploitation consolidé

Le tableau suivant présente le résultat d'exploitation consolidé du Groupe au premier trimestre 2014 et au premier trimestre 2015 :

Solocal Group	Périodes closes le 31 mars		
	2015	2014	Variation 2015/2014
En millions d'euros			
EBITDA récurrent	54,2	81,8	-33,7%
Coût des restructurations et d'intégration	(0,5)	(9,3)	94,6%
EBITDA	53,7	72,5	-25,9%
Dépréciations et amortissements	(11,9)	(10,3)	-15,5%
Résultat d'exploitation	41,8	62,2	-32,8%
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	<i>20,0%</i>	<i>28,8%</i>	

1.2.2.1. Coût des restructurations et d'intégration

Le coût des restructurations et d'intégration du Groupe s'élève à 0,5 million d'euros au premier trimestre 2015, contre 9,3 millions d'euros au premier trimestre 2014. Ces derniers avaient été engendrés par la réorganisation commerciale et marketing de PagesJaunes.

1.2.2.2. Dépréciations et amortissements

Les dépréciations et amortissements du Groupe s'élèvent à 11,9 millions d'euros au premier trimestre 2015 contre 10,3 millions d'euros au premier trimestre 2014, soit une hausse de 15,5%. Cette hausse reflète la poursuite des investissements réalisés par le Groupe pour soutenir sa transformation numérique, avec en particulier la refonte des outils de vente, l'enrichissement des contenus et fonctionnalités des sites Internet fixe et mobile du Groupe.

1.2.2.3. Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation du Groupe au premier trimestre 2015 ressort à 41,8 millions d'euros, en baisse de 32,8% par rapport au premier trimestre 2014 qui s'explique par la baisse de l'EBITDA de 18,8 millions d'euros et par l'augmentation des dépréciations et amortissements de 1,6 million

d'euros. Le taux de marge d'exploitation du Groupe passe de 28,8% au premier trimestre 2014 à 20,0% au premier trimestre 2015.

1.2.3. Analyse du résultat de la période

Le tableau suivant présente le résultat de la période du Groupe au premier trimestre 2014 et au premier trimestre 2015 :

Solocal Group	Périodes closes le 31 mars		
	2015	2014	Variation 2015/2014
En millions d'euros			
Résultat d'exploitation	41,8	62,2	-32,8%
Produits financiers	0,5	0,5	0,0%
Charges financières	(22,5)	(28,3)	20,5%
Résultat financier	(22,1)	(27,8)	20,5%
Quote-part de résultat des entreprises	0,1	0,0	-
Résultat courant avant impôt	19,9	34,4	-42,2%
Impôt sur les sociétés	(7,5)	(14,9)	49,7%
Résultat de la période	12,4	19,5	-36,4%
dont attribuable aux :			
- actionnaires de Solocal Group	12,4	19,5	-36,4%
- intérêts minoritaires	(0,0)	(0,0)	

1.2.3.1. Résultat financier

Le résultat financier du Groupe représente une charge nette de 22,1 millions d'euros au premier trimestre 2015 contre de 27,8 millions d'euros au premier trimestre 2014. Le résultat financier est essentiellement composé de la charge d'intérêts relative à l'emprunt bancaire, d'un montant de 813,8 millions d'euros au premier trimestre 2015 (1 234,6 millions d'euros au premier trimestre 2014), et à l'emprunt obligataire émis en 2011 pour un montant de 350,0 millions d'euros. Au 31 mars 2015, la ligne de crédit revolving n'était pas tirée.

Au 31 mars 2015, la dette bancaire est couverte par des swaps et un collar à hauteur 98,3% (échéance septembre 2015).

La charge d'intérêts totale s'élève à 20,2 millions d'euros au premier trimestre 2015 contre 24,6 millions d'euros au premier trimestre 2014. Le taux d'intérêt moyen de la dette est passé de 6,05% au premier trimestre 2014 à 6,83% au premier trimestre 2015, soit une augmentation de 78 points de base liée à un poids plus important au premier trimestre 2015 qu'au premier trimestre 2014 de l'emprunt obligataire dans les sources de financement.

Le résultat financier comprend également l'amortissement des frais d'émission d'emprunts pour un montant de 1,8 million d'euros au premier trimestre 2015 contre 3,0 millions d'euros au premier trimestre 2014. La variation de la juste valeur des instruments de couverture (part constatée au compte de résultat) a représenté un produit de 0,4 million d'euros au premier trimestre 2015 comme au premier trimestre 2014.

1.2.3.2. Impôt sur les sociétés

Au premier trimestre 2015, le Groupe a constaté une charge d'impôt sur les sociétés de 7,5 millions d'euros, en baisse de 49,7% par rapport au premier trimestre 2014. Le taux d'imposition effectif est de 37,8% au premier trimestre 2015 contre 43,3% au premier trimestre 2014. Cette baisse du taux d'imposition effectif s'explique essentiellement par la déduction de la charge de rémunération en actions relative aux plans d'actions gratuites.

1.2.3.3. Résultat de la période

Le résultat de la période du Groupe s'élève à 12,4 millions d'euros au premier trimestre 2015 contre 19,5 millions d'euros au premier trimestre 2014, soit une baisse de 36,4% entre les deux périodes.

1.3. Liquidités, ressources en capital et dépenses d'investissement consolidées

Le tableau suivant présente l'évolution de la trésorerie du Groupe au 31 mars 2015, au 31 décembre 2014, et au 31 mars 2014 :

Solocal Group	Période close le 31 mars 2015	Exercice clos le 31 décembre 2014	Période close le 31 mars 2014
En millions d'euros			
Intérêts courus non échus	0,1	0,2	0,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	43,7	46,2	84,0
Trésorerie brute	43,7	46,4	84,0
Découverts bancaires	(1,7)	(2,8)	(1,1)
Trésorerie nette	42,0	43,6	82,9
Emprunt bancaire	813,8	813,8	1 234,6
Emprunt obligataire	350,0	350,0	350,0
Ligne de crédit revolving	-	20,0	20,0
Frais d'émission d'emprunts	(24,0)	(25,8)	(22,4)
Dettes de crédit-bail	0,7	0,8	0,0
Dettes sur instruments de couverture	-	-	-
Juste valeur des instruments de couverture	6,6	9,9	18,0
Intérêts courus non échus	13,0	5,1	18,2
Compléments de prix	1,2	1,4	3,2
Autres dettes financières	6,4	4,1	3,1
Endettement financier brut	1 167,8	1 179,4	1 624,8
<i>dont courant</i>	<i>26,0</i>	<i>39,7</i>	<i>138,7</i>
<i>dont non courant</i>	<i>1 141,8</i>	<i>1 139,6</i>	<i>1 486,2</i>
Endettement net	1 125,8	1 135,8	1 541,9
Endettement net, hors juste valeur des instruments de couverture de taux et hors frais d'émission d'emprunts	1 143,1	1 151,6	1 546,3

La dette nette du Groupe est en baisse de 416,1 millions d'euros par rapport au 31 mars 2014 et en baisse de 10,0 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2014. Elle s'élève à 1 125,8 millions d'euros au 31 mars 2015 contre 1 135,8 millions d'euros au 31 décembre 2014 et 1 541,9 millions d'euros au 31 mars 2014.

Au 31 mars 2015, elle est principalement composée :

- d'un emprunt bancaire tranche A7, d'un montant total de 813,8 millions d'euros, la maturité finale est mars 2018 (ou mars 2020 sur option),
- de la juste valeur des instruments de couverture qui représente une dette de 6,6 millions d'euros au 31 mars 2015. Au 31 mars 2015, la dette bancaire est couverte par des swaps et un collar à hauteur de 98,3%,
- d'une ligne de crédit revolving d'un montant total de 57,3 millions d'euros. Au 31 mars 2015, elle n'était pas tirée,
- d'un emprunt obligataire, d'un montant total de 350,0 millions d'euros, à taux fixe 8,875%, remboursable mi-2018,
- d'une trésorerie nette de 42,0 millions d'euros.

Au 31 mars 2015, le montant disponible au titre de la ligne de crédit revolving s'élève à 57,3 millions d'euros. En incluant la trésorerie au 31 mars 2015, les liquidités disponibles s'élèvent ainsi à 99,3 millions d'euros.

Hors juste valeur des instruments de couverture de taux, qui constitue un passif de 6,6 millions d'euros au 31 mars 2015 contre un passif de 18,0 millions d'euros au 31 mars 2014, et hors frais d'émission d'emprunts, soit 24,0 millions d'euros au 31 mars 2015 contre 22,4 millions d'euros au 31 mars 2014, la dette nette s'élève à 1 143,1 millions d'euros au 31 mars 2015 contre 1 546,3 millions d'euros au 31 mars 2014.

Le tableau suivant présente les flux de trésorerie du Groupe consolidé au premier trimestre 2014 et au premier trimestre 2015 :

Solocal Group	Périodes closes le 31 mars		
	2015	2014	Variation 2015/2014
En millions d'euros			
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	36,9	67,6	(30,7)
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement	(17,2)	(19,7)	2,5
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations de financement	(21,3)	(38,1)	16,8
Incidence des variations des taux de change sur les disponibilités	0,0	(0,0)	0,0
Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie	(1,6)	9,8	(11,4)
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie	43,6	73,1	(29,5)
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie fin de période	42,0	82,9	(40,9)

La trésorerie et équivalents de trésorerie du Groupe s'élèvent à 42,0 millions d'euros au 31 mars 2015 contre 82,9 millions d'euros au 31 mars 2014.

Les flux nets de trésorerie générés par l'activité s'élèvent à 36,9 millions d'euros au premier trimestre 2015 contre 67,6 millions d'euros au premier trimestre 2014, soit une baisse de 30,7 millions d'euros avec principalement :

- un EBITDA de 54,2 millions d'euros au premier trimestre 2015, en baisse de 18,8 millions d'euros par rapport au premier trimestre 2014,
- une baisse de 9,9 millions d'euros d'éléments non monétaires et des variations de provisions inclus dans l'EBITDA dont une reprise de provision sur coûts de restructuration de 4,6 millions d'euros au premier trimestre 2015 contre une dotation nette de 5,8 millions d'euros constatée au premier trimestre 2014,
- une augmentation du besoin en fonds de roulement de 2,8 millions d'euros au premier trimestre 2015 contre une baisse de 20,2 millions d'euros au premier trimestre 2014, soit une variation de 22,9 millions d'euros entre les deux périodes. Elle est induite temporairement par le nouveau mode de rémunération des commerciaux,
- un encaissement de 0,1 million d'euros au titre de l'impôt sur les sociétés au premier trimestre 2015 contre un décaissement de 20,1 millions d'euros au premier trimestre 2014.

Les flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement représentent un décaissement de 17,2 millions d'euros au premier trimestre 2015, en baisse par rapport au décaissement de 19,7 millions d'euros constaté au premier trimestre 2014, avec principalement :

- 16,1 millions d'euros au titre des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles au premier trimestre 2015 contre 16,6 millions d'euros au premier trimestre 2014,
- 0,2 million d'euros au titre d'acquisition de titres de participation et de compléments de prix nets de la trésorerie acquise au premier trimestre 2015 contre 2,3 millions d'euros au premier trimestre 2014.

Les flux nets de trésorerie affectés aux opérations de financement s'élèvent à 21,3 millions d'euros au premier trimestre 2015 contre 38,1 millions d'euros au premier trimestre 2014 soit une baisse de 16,8 millions d'euros avec principalement :

- une diminution de 20,0 millions d'euros correspondant au remboursement de la ligne de crédit revolving au premier trimestre 2015 contre d'une part, une diminution de 62,8 millions d'euros au premier trimestre 2014 correspondant aux remboursements contractuels de l'emprunt bancaire et d'autre part, d'une augmentation de 20,0 millions d'euros correspondant au tirage de la ligne de crédit revolving au premier trimestre 2014,
- des décaissements sur les actions propres pour 2,7 millions d'euros au premier trimestre 2015 contre des encaissements de 0,9 million d'euros au premier trimestre 2014.

1.4. Risques et incertitudes relatifs aux trois derniers trimestres 2015

Les principaux risques et incertitudes identifiés par le Groupe concernent :

- Les activités opérationnelles et la stratégie du groupe : la diminution de l'usage des annuaires imprimés combinée à une concurrence croissante sur le marché de la publicité en ligne, une dégradation des conditions économiques, l'incertitude sur le modèle économique de la publicité en ligne ou encore l'appauvrissement du contenu de ses services sont autant de facteurs de risques qui pourraient avoir un impact négatif significatif sur les activités, la situation financière ou les résultats du Groupe.
- Les aspects financiers : compte tenu de sa structure financière, le Groupe est exposé aux risques de taux d'intérêt, de liquidité et de crédit.
- Les aspects juridiques : la survenance de procédures d'arbitrages ou de procès importants, l'incertitude ou le durcissement des réglementations applicables, en particulier l'application de restrictions au droit du Groupe de collecter des données personnelles, pourraient avoir un effet significativement défavorable sur l'activité du Groupe, ses résultats, sa situation financière ou sa capacité à réaliser ses objectifs.

2. Comptes consolidés condensés

2.1 - Etat du résultat consolidé

<i>(Montants en milliers d'euros, excepté les données relatives aux actions)</i>	Notes	Période close le 31 mars 2015	Période close le 31 mars 2014
Chiffre d'affaires		209 238	215 699
Charges externes nettes		(50 527)	(48 049)
Frais de personnel		(104 525)	(85 840)
Coût des restructurations et d'intégration		(480)	(9 322)
EBITDA		53 706	72 489
Dépréciations et amortissements		(11 865)	(10 311)
Résultat d'exploitation		41 841	62 178
Produits financiers		466	528
Charges financières		(22 535)	(28 309)
Gain (perte) de change		-	-
Résultat financier	5	(22 069)	(27 781)
Quote-part de résultat des entreprises associées		107	33
Impôt sur les sociétés	6	(7 477)	(14 884)
Résultat de la période		12 402	19 546
Résultat de la période attribuable aux :			
- Actionnaires de Solocal Group		12 406	19 550
- Participation ne donnant pas le contrôle		(4)	(4)
Résultat de la période par action attribuable aux actionnaires de Solocal Group (en euros)			
Résultat de la période par action de l'ensemble consolidé calculé sur la base d'un nombre d'actions moyen pondéré			
- de base		0,01	0,07
- dilué		0,01	0,07
Résultat de la période par action de l'ensemble consolidé calculé sur la base d'un nombre d'actions existantes (au 31 mars)			
- de base		0,01	0,07
- dilué		0,01	0,07

2.2 - Etat du résultat global

(Montants en milliers d'euros)

Période close le 31 mars 2015 Période close le 31 mars 2014

Report résultat de la période	12 402	19 546
Partie efficace des produits ou pertes sur instruments de couverture :		
- Montant brut	2 881	1 786
- Impôt différé	(1 246)	(679)
- Montant net d'impôt	1 635	1 107
Ecarts de conversion des activités à l'étranger	(5)	(3)
Total autres éléments du résultat global net d'impôt	1 630	1 104
Résultat global total net d'impôt	14 032	20 650
Résultat global total attribuable aux :		
- Actionnaires de Solocal Group	14 036	20 654
- Participation ne donnant pas le contrôle	(4)	(4)

2.3 - Etat de situation financière

<i>(Montants en milliers d'euros)</i>	Notes	Période close le 31 mars 2015	Période close le 31 décembre 2014	Période close le 31 mars 2014
Actif				
Ecarts d'acquisition nets		82 467	82 467	80 884
Autres immobilisations incorporelles nettes		113 254	107 265	87 339
Immobilisations corporelles nettes		23 606	25 269	23 302
Participations dans les entreprises associées		2 379	2 272	6 057
Actifs disponibles à la vente		346	340	439
Autres actifs financiers non courants		4 896	4 616	5 085
Impôts différés actifs	6	7 662	7 407	18 607
Total des actifs non courants		234 610	229 636	221 713
Stocks nets		222	1 253	402
Créances clients nettes		387 024	441 786	399 868
Coût d'acquisition de contrats		42 123	46 669	63 676
Autres actifs courants		35 297	29 032	29 308
Créances d'impôt sur les sociétés		11 287	18 983	5 208
Charges constatées d'avance		11 421	9 431	13 311
Autres actifs financiers courants		13 093	13 187	9 963
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8	43 728	46 354	84 037
Total des actifs courants		544 196	606 695	605 774
Total actif		778 806	836 331	827 487
Passif				
Capital social		232 345	232 345	56 197
Prime d'émission		362 899	362 899	98 676
Réserves		(1 940 964)	(1 994 514)	(1 984 982)
Résultat de la période attribuable aux actionnaires de Solocal Group		12 406	59 413	19 550
Autres éléments du résultat global		(20 742)	(22 377)	(25 284)
Actions propres		(4 954)	(7 151)	(9 720)
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de Solocal Group		(1 359 010)	(1 369 385)	(1 845 563)
Participation ne donnant pas le contrôle		65	69	56
Total capitaux propres		(1 358 945)	(1 369 316)	(1 845 507)
Dettes financières et dérivés non courants	8	1 141 842	1 139 637	1 486 175
Avantages du personnel - non courants		91 089	90 439	87 928
Provisions - non courantes		15 830	16 910	18 347
Autres passifs non courants		-	30	-
Total des passifs non courants		1 248 761	1 247 016	1 592 450
Découverts bancaires et autres emprunts courants	8	14 742	37 461	121 567
Intérêts courus non échus	8	12 956	5 060	18 195
Provisions - courantes		19 300	22 864	14 814
Dettes fournisseurs		88 064	98 923	86 177
Avantages du personnel - courants		109 092	117 615	118 549
Autres passifs courants		94 930	101 278	102 015
Dettes d'impôt sur les sociétés		2 854	51	3 040
Produits constatés d'avance		547 051	575 379	616 187
Total des passifs courants		888 990	958 631	1 080 543
Total passif		778 806	836 331	827 487

2.4 - Etat de variation des capitaux propres

(Montants en milliers d'euros)

	Nombre de titres en circulation	Capital social	Prime d'émission	Actions propres	Résultat et réserves	Opérations de couverture et écarts actuariels	Réserve de conversion	Capitaux propres part du Groupe	Participation ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Solde au 31 décembre 2013	277 002 259	56 197	98 676	(10 004)	(1 985 255)	(26 391)	1	(1 866 777)	60	(1 866 717)
Résultat global total de la période					19 550			19 550	(4)	19 546
Autres éléments du résultat global, net de taxe						1 107	(3)	1 104		1 104
Résultat global total de la période, net de taxe					19 550	1 107	(3)	20 654	(4)	20 650
Rémunération en actions					276			276	-	276
Actions de l'entreprise consolidante, nettes de l'effet d'impôt	1 118 984			284				284	-	284
Solde au 31 mars 2014	278 121 243	56 197	98 676	(9 720)	(1 965 430)	(25 284)	(2)	(1 845 563)	56	(1 845 507)
Résultat global total de la période					39 863			39 863	13	39 876
Autres éléments du résultat global, net de taxe						2 907	14	2 921		2 921
Résultat global total de la période, net de taxe					39 863	2 907	14	42 784	13	42 797
Augmentation de capital, nette de frais après impôt	880 742 416	176 148	264 223		(12 205)			428 166		428 166
Rémunération en actions					2 659			2 659	-	2 659
Actions de l'entreprise consolidante, nettes de l'effet d'impôt	606 324			2 569				2 569	-	2 569
Solde au 31 décembre 2014	1 159 469 983	232 345	362 899	(7 151)	(1 935 113)	(22 377)	12	(1 369 385)	69	(1 369 316)
Résultat global total de la période					12 406			12 406	(4)	12 402
Autres éléments du résultat global, net de taxe						1 635	(5)	1 630		1 630
Résultat global total de la période, net de taxe					12 406	1 635	(5)	14 036	(4)	14 032
Rémunération en actions					(5 857)			(5 857)	-	(5 857)
Actions de l'entreprise consolidante, nettes de l'effet d'impôt	868 985			2 197				2 197	-	2 197
Solde au 31 mars 2015	1 160 338 968	232 345	362 899	(4 954)	(1 928 564)	(20 742)	6	(1 359 010)	65	(1 358 945)

2.5 - Etat des flux de trésorerie

<i>(Montants en milliers d'euros)</i>	Notes	Période close le 31 mars 2015	Période close le 31 mars 2014
Résultat attribuable aux actionnaires de Solocal Group		12 406	19 550
Amortissements et pertes de valeur sur immobilisations et écarts d'acquisition		11 865	10 282
Variation des provisions		(2 596)	7 337
Rémunération en actions		899	276
Moins-values (plus-values) sur cessions d'actifs		-	29
Produits et charges d'intérêts	5	18 203	24 685
Instruments de couverture	5	3 866	3 096
Ecart de change non réalisé		-	-
Charge d'impôt de l'exercice	6	7 477	14 884
Quote-part de résultat des entreprises associées		(107)	(33)
Participation ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)		(4)	(4)
Diminution (augmentation) des stocks		1 031	513
Diminution (augmentation) des créances clients		53 980	4 940
Diminution (augmentation) des autres créances		(4 849)	(12 446)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs		(9 173)	(754)
Augmentation (diminution) des autres dettes		(43 745)	27 917
Variation du besoin en fonds de roulement		(2 755)	20 169
Dividendes et produits d'intérêts encaissés		75	162
Intérêts décaissés et effet taux des dérivés nets		(12 504)	(12 732)
Impôt sur les sociétés décaissé		66	(20 087)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		36 890	67 614
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(16 146)	(16 593)
Acquisitions / cessions de titres de participation, nettes de la trésorerie acquise / cédée et autres variations d'actif / passif		(1 053)	(3 090)
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement		(17 199)	(19 683)
Augmentation (diminution) des emprunts		(18 571)	(39 002)
Autres flux liés aux opérations de financement dont actions propres		(2 702)	919
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		(21 273)	(38 083)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie		7	(1)
Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie		(1 575)	9 847
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à l'ouverture		43 578	73 079
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à la clôture	8	42 003	82 926

2.6 – Notes aux comptes consolidés condensés

Note 1 - Description de l'activité

Les principales activités du Groupe sont décrites en note 4.

L'exercice comptable des sociétés du Groupe Solocal s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre. La devise de présentation des comptes consolidés et de leurs annexes est l'euro.

Solocal Group est une société anonyme cotée sur Euronext Paris (LOCAL).

Ces informations ont été arrêtées par le Conseil d'administration de Solocal Group du 27 avril 2015.

Note 2 – Contexte de la publication et base de préparation des comptes consolidés condensés

Les états financiers consolidés de Solocal Group, établis pour la période de trois mois close au 31 mars 2015, ont été préparés en conformité avec les dispositions de la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés annuels du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 disponibles sur le site Internet du Groupe (<http://www.solocalgroup.com/finances>), sous réserve des particularités propres à l'établissement des comptes intermédiaires décrites ci-après.

Les principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, à l'exception de nouvelles normes, amendements et interprétations d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2015, sans impact significatif :

- IAS 19 Defined Benefit Plans: Employee Contributions
- Improvements to IFRSs 2010-2012 Cycle
- Improvements to IFRSs 2011-2013 Cycle

Aucune de ces nouvelles normes et interprétations n'a eu d'effet significatif sur les comptes consolidés au 31 mars 2015.

Ces principes ne diffèrent par ailleurs pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB, dans la mesure où serait sans incidence significative, l'application des amendements et interprétations, dont la mise en œuvre est obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015 dans le référentiel tel que publié par l'IASB, mais ne l'est pas encore dans le référentiel tel qu'endossé par l'Union européenne.

Le Groupe n'applique pas les textes suivants, qui n'ont pas été adoptés par l'Union Européenne au 31 mars 2015 :

- IFRS 14 Regulatory Deferral Accounts (applicable au 1er janvier 2016)
- IFRS 15 Revenue from Contracts with Customers (applicable au 1er janvier 2017)
- IFRS 9 Financial Instruments (applicable au 1er janvier 2018)
- IFRS 9 Hedge Accounting and amendments to IFRS 9, IFRS 7 and IAS 39 (date d'application non fixée)
- IFRS 11 Accounting for Acquisitions of Interests in Joint Operations (applicable au 1er janvier 2016)
- IAS 16 et IAS 38 Clarification of Acceptable Methods of Depreciation and Amortisation (applicable au 1er janvier 2016)
- IAS 27 Equity Method in Separate Financial Statements (applicable au 1er janvier 2016)

- Improvements to IFRSs 2012-2014 Cycle (applicable au 1er janvier 2016)
- IAS 1 Disclosure Initiative (applicable au 1er janvier 2016)
- IFRS 10, IFRS12 and IAS 28 Investment Entities: Applying the Consolidation Exception (applicable au 1er janvier 2016)

Le Groupe est néanmoins en cours d'analyse sur les conséquences pratiques de ces nouveaux textes et des effets de leur application dans ses comptes futurs. A ce stade de l'analyse, les impacts attendus sur les comptes consolidés ne sont pas significatifs.

L'ensemble des normes et interprétations adoptées par l'Union européenne au 31 mars 2015 sont disponibles sur le site de la Commission européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Pour préparer les états financiers, la Direction du Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice. La Direction évalue ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Sont notamment concernés les écarts d'acquisition, les coûts d'acquisition de contrats, la rémunération en actions, les coûts de restructuration et l'évaluation des passifs liés aux retraites. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction de conditions de réalisation différentes. Enfin, en l'absence de normes ou interprétations applicables à une transaction spécifique, la direction du Groupe fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, de sorte que les états financiers :

- présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe,
- traduisent la réalité économique des transactions,
- soient neutres,
- soient prudents,
- et soient complets dans tous leurs aspects significatifs.

Saisonnalité

Même si les activités du Groupe ne sont pas soumises à des effets de saisonnalité à proprement parler, il convient de noter que, par souci d'optimisation des coûts, les dates de parution des annuaires imprimés (déterminant la reconnaissance des produits et des coûts afférents) peuvent varier d'un trimestre à l'autre, chaque annuaire imprimé ne paraissant qu'une seule fois par an.

Tests de dépréciation au 31 mars 2015

En l'absence d'indice de perte de valeur, il n'a pas été nécessaire de réaliser, au 31 mars 2015, des tests de dépréciation des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles.

Note 3 - Présentation des états financiers

Comme le permet la norme IAS 1 « Présentation des états financiers », le Groupe présente le compte de résultat par nature.

Le résultat d'exploitation correspond au résultat net avant prise en compte :

- des produits financiers ;
- des charges financières ;
- des impôts courants et différés ;
- du résultat des activités faisant l'objet d'un abandon ou détenues en vue de la vente.

L'EBITDA correspond au résultat d'exploitation avant prise en compte des dépréciations et

Note 4 - Information sectorielle

Au travers de ses filiales, Solocal Group exerce 3 métiers complémentaires : éditeur de contenus et services, média, et régie publicitaire. Son offre est constituée d'une gamme diversifiée de produits et de services associée à ces activités, à destination du grand public et des professionnels.

Le Groupe crée et met à disposition des services qui donnent accès à une mine d'informations utiles et fiables. Adaptés en permanence aux modes de consommation, ils accompagnent les citoyens partout et tous les jours pour leur faciliter la vie : localiser et contacter un professionnel, obtenir un itinéraire, visiter les boutiques des commerçants, repérer les bons plans...

Toujours au plus près des usages, Solocal Group développe ses services sur tous les supports mobiles (notamment via des applications pour iPhone, iPad et Android), répondant ainsi au besoin grandissant de disponibilité et de proximité des informations.

Le modèle économique du Groupe repose sur celui des media : proposer des contenus de qualité générant de l'audience, monétiser cette audience, globale ou par segments, auprès des professionnels. Les marques du Groupe bénéficient d'une très forte notoriété et de la confiance des utilisateurs. La crédibilité des services, construite année après année, est le socle de la puissance des audiences. Le Groupe s'est réorganisé depuis le début de l'année 2014 autour de 6 business units, 5 verticales « marchés » Solocal Commerce, Solocal B2B, Solocal Habitat, Solocal Services, Solocal Santé et Public, et Solocal Network dédiée aux marques et réseaux, grands comptes et clients internationaux. Cette organisation va permettre d'améliorer l'expérience clients, et de répondre au mieux à leurs attentes, notamment avec le développement et la commercialisation de services et produits adaptés aux besoins des différents marchés.

Les activités du Groupe se décomposent en deux segments : le segment « Internet », et le segment « Imprimés & Vocal ».

- Internet :

La croissance Internet du Groupe repose sur 2 grands types de produit : « search et display » d'une part, et « marketing digital » d'autre part.

Les produits « search et display » constituent le socle historique des activités internet de Solocal Group et représentent la plus grosse partie du chiffre d'affaires internet. Le Groupe se diversifie de plus en plus dans les activités dites de « marketing digital », principalement en proposant de nouvelles offres de service à sa base de clients « search et display » existante.

Search et display : il s'agit des activités exercées au travers d'Internet, dont les produits principaux sont la création et la commercialisation de contenus et d'espaces publicitaires, le référencement, la publicité ciblée et la mise à disposition d'espaces publicitaires aux annonceurs locaux et nationaux (activité souvent appelée « display »), ainsi que toute une gamme de services et produits permettant la mise à disposition et la diffusion d'information à contenu local. L'activité Internet du Groupe est principalement réalisée en France, mais aussi en Espagne (ODQ Media). Dans ce segment sont regroupées les activités de « pagesjaunes.fr » et « pagespro.com », la création et commercialisation de contenus et espaces publicitaires de type « search » et « display », notamment au travers de la régie publicitaire Internet Horyzon Média, ainsi que les petites annonces en ligne « annoncesjaunes.fr » et « avendrealouer.fr ».

Marketing digital : Les solutions de Marketing digital de Solocal Group permettent à tout professionnel, de la TPE à la grande enseigne à réseau, d'étendre leur présence sur Internet au-delà de pagesjaunes.fr, et de bénéficier de services de mise en relation transactionnels.

Parmi les solutions de présence digitale, Solocal Group propose la création et l'hébergement de

sites Web et leur référencement sur pagesjaunes.fr, les partenaires affiliés et les moteurs de recherche (SEO – référencement naturel, ou SEM – référencement payant). Les sites développés par Solocal Group pour le compte de ses clients sont compatibles avec un usage mobile. De surcroît, des solutions de reciblage des internautes permettent d'étendre la visibilité des sites des clients du Groupe sur des portails premium partenaires.

Solocal Group propose également des services de mise en relation transactionnels, en adéquation avec le secteur d'activité des professionnels : demande de devis en ligne et la mise en relation des acteurs de l'industrie du BTP avec Sotravo, demande de devis sur le site de contenu thématique ComprendreChoisir.com édité par Fine Media, prise de rendez-vous en ligne s'appuyant sur la technologie développée par ClicRDV, commande en ligne la livraison de plats cuisinés sur Chronorestro.fr auprès des restaurants de proximité référencés, solutions de Web-to-Store au travers de l'actif cartographique Mappy et de la technologie de « store locator » de LeadFormance.

En outre, Solocal Group met à disposition de ses clients la possibilité de créer et mettre en visibilité des offres promotionnelles de type « couponing » (123deal et Smartprivé), la promotion et mise en avant de Bons Plans sur pagesjaunes.fr, et la création et gestion de campagnes de Marketing Direct (SMS, emailing ciblé)

- Imprimés & Vocal :

Il s'agit de l'activité historique du Groupe, relative à l'édition, la distribution et la vente d'espaces publicitaires dans les annuaires imprimés (PagesJaunes, *l'Annuaire*).

Il s'agit d'une part d'activités spécifiques de Solocal Group : services de renseignements par téléphone et par SMS (118 008), et l'annuaire inversé QuiDonc. Ce segment inclut également certaines activités de PJMS : télémarketing, datamining (traitement de bases de données), génération de fichiers, traitements de prospects et activités de marketing direct traditionnel (saisie et affranchissements).

Le tableau ci-après présente la répartition des principaux agrégats en fonction des secteurs d'activité :

<i>(Montants en milliers d'euros)</i>	Période close le 31 mars 2015	Période close le 31 mars 2014
Chiffre d'affaires	209 238	215 699
- Internet	160 253	153 961
- Imprimés & Vocal	48 985	61 738
EBITDA récurrent	54 186	81 811
- Internet	41 762	56 823
- Imprimés & Vocal	12 424	24 988

Note 5 - Résultat financier

Le résultat financier se décompose de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	Période close le 31 mars 2015	Période close le 31 mars 2014
Intérêts et assimilés sur actifs financiers	56	93
Résultat de cession d'actifs financiers	(33)	69
Variation de la juste valeur des instruments de couverture	443	366
Produits financiers	466	528
Intérêts sur dettes financières	(16 313)	(21 542)
Produits / (charges) sur instruments de couverture	(3 866)	(3 096)
Amortissement des frais d'émission d'emprunts	(1 799)	(2 994)
Autres frais & honoraires financiers	(221)	(20)
Coût de désactualisation (1)	(336)	(657)
Charges financières	(22 535)	(28 309)
Résultat financier	(22 069)	(27 781)

(1) Le coût de désactualisation correspond, à l'accroissement, au cours de l'exercice, de la valeur actuelle des engagements de retraite.

Note 6 - Impôt sur les sociétés

6.1 - Preuve d'impôt groupe

L'impôt sur les sociétés résulte de l'application du taux effectif de la période au résultat avant impôt.

Le rapprochement entre l'impôt théorique calculé sur la base du taux légal d'imposition en France et l'impôt effectif est le suivant :

(en milliers d'euros)	Période close le 31 mars 2015	Période close le 31 mars 2014
Résultat net des activités poursuivies avant impôt	19 879	34 430
Quote-part de résultat des entreprises associées	107	33
Résultat net des activités poursuivies hors Q-P des entreprises associées avant impôt	19 772	34 397
Taux légal d'imposition en France	34,43%	34,43%
Impôt théorique	(6 808)	(11 844)
Sociétés en pertes non intégrées fiscalement	(580)	(389)
Rémunération en actions	3 205	(95)
Filiales étrangères	19	66
Amortissements non déductibles	(43)	-
Cotisation à la Valeur Ajoutée des Entreprises (après IS)	(1 651)	(1 791)
Plafonnement de déductibilité des intérêts financiers	(1 721)	(2 125)
Régularisation IS sur exercices antérieurs	-	1 252
Taxe additionnelle de 10,7%	(673)	(1 647)
Autres produits non taxables et charges non déductibles	775	1 689
Impôt effectif	(7 477)	(14 884)
<i>dont impôt courant</i>	<i>(10 835)</i>	<i>(14 548)</i>
<i>dont impôt différé</i>	<i>3 358</i>	<i>(336)</i>
Taux d'imposition effectif	37,8%	43,3%

6.2 - Impôt au bilan

La position bilancielle nette est détaillée comme suit :

(en milliers d'euros)	Période close le 31 mars 2015	Période close le 31 décembre 2014	Période close le 31 mars 2014
Indemnités de départ en retraite	28 207	27 663	26 784
Participation des salariés	2 996	3 048	4 340
Provisions non déductibles	1 808	2 048	7 544
Instruments de couverture	422	1 836	4 636
Autres différences	1 717	1 838	966
Sous-total impôts différés actifs	35 150	36 433	44 270
Cotisation sur valeur ajoutée des entreprises	(11)	(13)	(34)
Frais d'émission d'emprunts	(8 959)	(9 643)	(9 290)
Amortissements à caractère fiscal	(18 518)	(19 370)	(16 339)
Sous-total impôts différés passifs	(27 488)	(29 026)	(25 663)
Total impôts différés actifs / (passifs), nets	7 662	7 407	18 607
<i>Impôts différés à l'actif</i>	<i>7 662</i>	<i>7 407</i>	<i>18 607</i>

Aucun impôt différé actif relatif aux déficits reportables de ODO Media n'a été comptabilisé au bilan, cette société ayant enregistré un résultat net déficitaire au premier trimestre 2015. Le montant de l'impôt différé non reconnu est estimé à 65,3 millions d'euros.

Les impôts différés actifs au bilan passent de 7,4 millions d'euros au 31 décembre 2014 à 7,7 millions d'euros au 31 mars 2015.

Au bilan du 31 mars 2015, l'impôt sur les sociétés représente une créance de 12,7 millions d'euros et une dette d'un montant de 2,9 millions d'euros. Au bilan du 31 mars 2014, l'impôt sur les sociétés représentait une créance de 5,2 millions d'euros et une dette d'un montant de 3,0 millions d'euros. L'impôt décaissé au 31 mars 2015 est de 0,1 million d'euros contre 20,1 millions d'euros au 31 mars 2014.

(en milliers d'euros)	Période close le 31 mars 2015	Période close le 31 décembre 2014	Période close le 31 mars 2014
Solde en début d'exercice	7 407	20 257	20 257
Variations enregistrées en capitaux propres	(3 103)	5 943	(1 314)
Variations enregistrées en résultat	3 358	(18 793)	(336)
Solde en fin d'exercice	7 662	7 407	18 607

Note 7 - Instruments financiers dérivés

Solocal Group utilise des instruments financiers dérivés dans le cadre de la gestion du risque de taux associé à la dette bancaire à taux variable. Solocal Group a mis en œuvre les procédures et la documentation nécessaires pour justifier la mise en œuvre d'une comptabilisation de couverture au sens de l'IAS 39.

Ces opérations viennent en couverture des flux de trésorerie relatifs à la dette à taux variable (cf. note 8). Les tests d'efficacité prospectifs mis en œuvre lors de l'initiation des ces opérations ainsi que les tests rétrospectifs réalisés aux 31 décembre 2014 et 31 mars 2015, ont permis de démontrer que ces instruments financiers offraient une couverture totalement efficace des flux de trésorerie relatifs à cette dette.

Comptabilisation et éléments d'actifs et de passifs relatifs à ces instruments financiers dérivés

La valeur de ces instruments financiers dérivés s'établit comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	Période close le 31 mars 2015	Période close le 31 décembre 2014	Période close le 31 mars 2014
Swaps de taux d'intérêts – couverture de flux de trésorerie	(5 720)	(8 601)	(16 106)
Collar – couverture de juste valeur	(899)	(1 342)	(1 934)
Actif / (Passif)	(6 619)	(9 943)	(18 040)
<i>Dont non courant</i>	-	-	(18 040)
<i>Dont courant</i>	(6 619)	(9 943)	-

La variation de juste valeur des instruments financiers dérivés (qualifiés de couverture de flux de trésorerie) entre le 31 décembre 2014 et le 31 mars 2015, soit une hausse de 2,9 millions d'euros pour les swaps de taux d'intérêts, a été constatée en capitaux propres recyclables, après constatation d'un impôt différé de 1,2 million d'euros.

La variation du collar (qualifié de couverture de juste valeur) a été constatée en produits financiers (cf. note 6), pour un montant de 0,4 million d'euros. Un impôt différé de 0,2 million d'euros a été constaté à ce titre.

Aucune inefficacité n'a été comptabilisée au titre des couvertures de flux de trésorerie.

Note 8 - Trésorerie et équivalents de trésorerie, endettement financier net

L'endettement financier net correspond au total de l'endettement financier brut, diminué ou augmenté des instruments dérivés actifs et passifs de couverture de flux de trésorerie, et diminué de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

<i>(en milliers d'euros)</i>	Période close le 31 mars 2015	Période close le 31 décembre 2014	Période close le 31 mars 2014
Intérêts courus non échus	54	179	47
Equivalents de trésorerie	28 711	34 349	70 483
Trésorerie	14 963	11 826	13 507
Trésorerie brute	43 728	46 354	84 037
Découverts bancaires	(1 726)	(2 776)	(1 111)
Trésorerie nette	42 002	43 578	82 926
Emprunt bancaire	813 811	813 816	1 234 642
Emprunt obligataire	350 000	350 000	350 000
Ligne de crédit revolving tirée	-	20 000	20 000
Frais d'émission d'emprunts	(23 954)	(25 753)	(22 423)
Dettes de crédit-bail	748	841	23
Juste valeur des instruments de couverture (cf. note 7)	6 619	9 943	18 040
Compléments de prix sur acquisition de titres	1 219	1 419	3 224
Intérêts courus non échus	12 956	5 060	18 195
Autres dettes financières	6 415	4 056	3 125
Endettement financier brut	1 167 814	1 179 382	1 624 826
<i>dont courant</i>	<i>25 972</i>	<i>39 745</i>	<i>138 651</i>
<i>dont non courant</i>	<i>1 141 842</i>	<i>1 139 637</i>	<i>1 486 175</i>
Endettement net	1 125 812	1 135 804	1 541 900

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Au 31 mars 2015, les équivalents de trésorerie s'élèvent à 28,7 millions d'euros et sont principalement constitués d'OPCVM et de comptes à terme rémunérés non bloqués.

Ils sont évalués et gérés sur la base de leur juste valeur.

Découvert bancaire

Le Groupe bénéficie d'un découvert autorisé de 14 millions d'euros auprès de certaines de ses banques.

Emprunt bancaire (contrat de crédit syndiqué)

Le contrat de crédit syndiqué a été amendé en juin 2014 et contient les *covenants* financiers suivants :

- le ratio de dette nette consolidée sur EBITDA consolidé (le « **Ratio de Levier** ») doit être inférieur ou égal à 4,50 au 31 mars 2015, à 4,25 du 30 juin et 30 septembre 2015 et à 4,00 à chaque date de fin de trimestre civil au-delà sur la durée restante du contrat (EBITDA et dette nette consolidés tels que définis dans le contrat passé avec les établissements financiers, à noter que la définition de l'EBITDA pour le calcul des *covenants* est différente de celle de l'EBITDA reporté dans les présents comptes) ;

- le ratio EBITDA consolidé par la charge nette consolidée d'intérêts doit être supérieur ou égal à 3,00 à chaque date de fin de trimestre civil sur la durée restante du contrat sur la durée restante du contrat (EBITDA et charge nette consolidés tels que définis dans le contrat passé avec les établissements financiers) ;
- à compter de l'exercice 2015 et si le Ratio de Levier est supérieur à 3,50, un montant maximal d'investissements de 70 millions d'euros au cours de l'exercice annuel suivant.

Au 31 mars 2015, ces *covenants* financiers sont respectés et aucune dette non courante n'a lieu d'être reclassée en dette courante. Ces ratios s'établissent respectivement à 4,03 et à 3,52.

Le contrat de crédit syndiqué de la Société comporte en outre des clauses de remboursement anticipé obligatoire dont notamment :

- une clause de remboursement anticipé obligatoire applicable en cas de changement de contrôle de la Société résultant de l'acquisition des actions de la Société ; et
- une clause de remboursement anticipé partiel pour chaque année civile à hauteur d'un pourcentage des flux de trésorerie consolidés du Groupe diminués du service de la dette, ce pourcentage variant en fonction du niveau du Ratio de Levier (67% si le Ratio est supérieur à 3,00, 50% s'il est compris entre 2,50 et 3,00 et 25% s'il est inférieur à 2,50).

Le contrat de crédit syndiqué de la Société comprend également certains engagements (sous réserve de certaines exceptions) de faire ou de ne pas faire applicables à la Société et/ou à ses filiales, dont notamment les engagements suivants :

- obligation de maintenir certaines autorisations ;
- restrictions relatives à l'octroi de sûretés ;
- restrictions relatives à la réalisation de fusions, scissions ou autre restructurations ;
- engagement de ne pas changer la nature générale des activités de la Société et du Groupe par rapport à leur activité à la date de conclusion du contrat de crédit syndiqué ;
- restrictions relatives à l'endettement financier pouvant être encouru par les filiales de la Société ; et
- interdiction pour la Société de réaliser des distributions de dividendes, amortissements et réductions de son capital et autres distributions en numéraire relatives à son capital tant que le Ratio de Levier est supérieur à 3,00.

Le contrat de crédit syndiqué de la Société comprend enfin des clauses de défaut usuelles (notamment en cas de défaut de paiement, de non-respect des *covenants* financiers ou des engagements de la Société (dont les engagements visés ci-dessus), de défaut croisé et d'ouverture d'une procédure de prévention ou de traitement des difficultés des entreprises) permettant aux prêteurs de déclarer la déchéance du terme des crédits qu'ils ont consenti à la Société et d'annuler leurs engagements au titre du contrat de crédit syndiqué de la Société.

L'emprunt obligataire d'un montant de 350 millions d'euros visé ci-dessus a été émis par l'entité PagesJaunes Finance & Co SCA (qui n'est pas une entité affiliée de la Société) et ses produits ont été utilisés par cette dernière pour financer la mise à disposition de la Société d'une Tranche C1 au titre du contrat de crédit syndiqué de la Société.

La clause de remboursement anticipé obligatoire du contrat de crédit syndiqué de la Société en cas de changement de contrôle n'est pas applicable à la Tranche C1. En cas de changement de contrôle de la Société, la Société devra payer à PagesJaunes Finance & Co SCA (qui est le seul prêteur au titre de la Tranche C1) un montant au titre de la Tranche C1 tel qu'il permettra à PagesJaunes Finance & Co SCA de racheter aux obligataires qui le souhaitent leurs obligations au titre de l'emprunt obligataire susvisé.

Par ailleurs, PagesJaunes Finance & Co SCA et la Société ont conclu un accord séparé prévoyant notamment certains engagements (sous réserve de certaines exceptions) de faire ou de ne pas faire applicables à la Société et/ou à ses filiales, dont notamment des engagements relatifs aux mêmes sujets que ceux prévus par le contrat de crédit syndiqué de la Société visés ci-dessus et les engagements suivants :

- restrictions relatives à l'endettement financier pouvant être encouru par la Société et ses filiales ; et

- interdiction de réaliser certains paiements notamment au titre notamment de distributions de dividendes, d'acquisitions et de l'octroi de prêts.

Le taux de référence est Euribor ou Libor augmenté d'une marge.

Au 31 mars 2015, la dette bancaire se décompose de la manière suivante :

- Tranche A7 au nominal de 813,8 millions d'euros : maturité mars 2018 avec une faculté d'extension à mars 2020 (sous condition de refinancement de l'emprunt obligataire de 350 millions d'euros avant mars 2018), remboursable *in fine* sous déduction des remboursements partiels décrits ci-dessus, marge de 400 bps si le Ratio de Levier est supérieur à 3,00 (325 bps si le Ratio est compris entre 2,50 et 3,00 et, 250 bps s'il est inférieur à 2,50) ;
- Ligne de crédit revolving RCF 3 non tirée : au nominal de 57,3 millions d'euros, amortissable de 4,124% à chaque trimestre et une maturité finale mars 2018 avec une faculté d'extension à mars 2020, même marge que la tranche A7.

Emprunt obligataire

Par ailleurs, Solocal Group dispose, au travers de l'entité PagesJaunes Finance & Co SCA, d'un emprunt obligataire d'un montant de 350 millions d'euros. Cet emprunt est à taux fixe 8,875%, il est remboursable le 1^{er} juin 2018.

Compléments de prix sur acquisition de titres

Dans le cadre des acquisitions réalisées en 2014, des compléments de prix pourraient être versés en 2015, 2016 et 2017 si certaines conditions de performances opérationnelles venaient à être remplies. Au 31 mars 2015, ils ont été estimés à 1,2 million d'euros.

Autres dettes financières

Les autres dettes financières sont constituées principalement d'un compte courant débiteur avec PagesJaunes Outre-mer, filiale non consolidée détenue à 100% par Solocal Group.

Note 9 - Capitaux propres

Au travers du contrat de liquidité, la Société détenait 1 270 029 de ses propres actions au 31 mars 2015 (737 001 au 31 décembre 2014), comptabilisées en diminution des capitaux propres.

Hors contrat de liquidité, Solocal Group a racheté :

- en 2011, 2 000 000 d'actions propres pour un montant total de 6,0 millions d'euros comptabilisées en diminution des capitaux propres. En avril 2014, l'acquisition définitive de 479 814 actions distribuées au titre du plan d'actions gratuites 2011 ont été prélevées sur ce stock. Le solde de ces actions propres, soit 1 520 186, ont été acquises définitivement en mars 2015 et ont été prélevées sur ce stock.
- Au 31 mars 2015, 3 700 000 d'actions propres pour un montant total de 2,3 millions d'euros comptabilisées en diminution des capitaux propres. En mars 2015, l'acquisition définitive de 3 581 827 actions distribuées au titre du plan d'actions gratuites 2012 ont été prélevées sur ce stock.

Au 31 mars 2015, Solocal Group détenait 118 173 actions propres en direct.

Ainsi, au 31 mars 2015, Solocal Group détenait un total de 1 388 202 de ses propres actions.

Le capital social de Solocal Group est composé de 1 161 727 170 actions de 0,20 euro de valeur nominale chacune, soit un montant total de 232 345 434 euros (actions auto détenues non déduites).

Note 10 – Evolution du périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation n'a pas évolué de manière significative au cours du premier trimestre 2015.

Note 11 - Information sur les parties liées

Il n'y a pas eu de nouvelles transactions ni d'évolution significatives sur les parties liées au cours du premier trimestre 2015.

Note 12 – Engagements hors bilan

Il n'y a pas eu de nouveaux engagements significatifs au cours du premier trimestre 2015.

Note 13 – Litiges – évolutions significatives du trimestre

Durant l'année 2013, PagesJaunes a dû procéder à une nouvelle réorganisation afin de garantir sa pérennité face à un environnement de marché en permanente évolution et de plus en plus concurrentiel. Un projet d'évolution du modèle et de l'organisation de PagesJaunes a été présenté pour une information et consultation devant les Instances Représentatives du Personnel concernées en septembre 2013. A l'issue de 10 réunions de négociation avec les organisations syndicales menées en parallèle de la procédure d'information et de consultation des CHSCT d'une part et du CE d'autre part, un accord majoritaire portant sur des mesures sociales d'accompagnement déterminant le contenu du plan de sauvegarde de l'emploi a été signé le 20 novembre 2013.

Ce plan prévoyait la suppression de 22 postes intégralement compensée par la création de postes proposés aux salariés concernés dans le cadre du reclassement interne. L'objectif est le maintien dans l'emploi dans l'entreprise ou en dehors de l'entreprise (compensé par le financement de formations). Il n'y a pas de licenciements secs et le projet global est créateur net d'emploi (48 emplois).

Cet accord a fait l'objet d'une décision de validation par la DIRECCTE le 2 janvier 2014, confirmée par le tribunal administratif de Cergy-Pontoise par jugement du 22 mai 2014 suite au recours à titre personnel d'un salarié de PagesJaunes qui visait à faire annuler l'homologation du PSE par l'inspection du Travail. Suite à l'appel formé par ce salarié, cette décision a toutefois été annulée par la cour administrative d'appel de Versailles dans un arrêt du 22 octobre 2014, pour défaut de caractère majoritaire. L'existence ou le contenu du plan n'étaient donc pas en cause. La décision de la cour, en l'état, ne remet pas en cause la validité de la procédure suivie et la réalité du motif économique ayant justifié la procédure mise en œuvre par PagesJaunes.

De ce fait, cette annulation n'a donc pas d'impact sur la validité de la procédure de licenciement elle-même. Le Conseil d'Etat saisi en référé a rejeté le 10 mars 2015 notre demande pour obtenir la suspension de ses effets, et ce, dans l'attente de la décision qui doit être rendue au fond par la Haute Juridiction dans cette affaire.

311 salariés ayant refusé la modification de leur contrat de travail liée à cette réorganisation, 280 d'entre eux ont été licenciés. A ce jour, 4 procédures administratives sont en cours (3 procédures devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise en annulation des décisions d'autorisations de licenciement et une procédure de recours hiérarchique devant le Ministre du Travail). 29 procédures judiciaires ont été introduites devant les juridictions prud'homales (9 procédures au fond en demande de dommages et intérêts et 20 procédures de référé en demande de provision) par des salariés se prévalant des conséquences de l'annulation de la décision de validation de l'accord collectif relatif au plan de sauvegarde de l'emploi par la CAA de Versailles, qui leur permet, en l'état des textes de loi, de revendiquer une indemnisation. Le Conseil de Prud'hommes de Rennes a rejeté le 5 février 2015 l'ensemble de ces 20 demandes en référé. Un appel à l'initiative des salariés est en cours.

Note 14 - Evènements postérieurs à l'arrêté du 31 mars 2015

Compte tenu des résultats dégagés au titre du 1^{er} trimestre 2015, le Groupe met en place un plan d'amélioration opérationnelle permettant de réduire les coûts de près de 30 millions d'euros en rythme annuel.